

Les brèves de l'Europe



N° 207– 15 Mars 2022

Actualités

Sanctions économiques européennes, textes légaux relatifs aux exportations et importations.

Zones des oblasts ukrainiens de Donetsk et Louhansk non contrôlés par le gouvernement, il est interdit : D'importer dans l'UE des marchandises originaires des territoires désignés; De vendre, de fournir, de transférer ou d'exporter les biens et les technologies pouvant être utilisés dans les secteurs clés suivants (les transports, les télécommunications, l'énergie, la prospection, l'exploration et la production pétrolières, gazières et minières) ; De fournir des services directement liés à des activités touristiques dans les territoires désignés. <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/?uri=OJ%3AL%3A2022%3A042I%3ATOC>

Russie, il est interdit : La vente, la fourniture, le transfert ou l'exportation vers la Russie de biens et technologies spécifiques utilisés dans des raffineries de pétrole, et des restrictions à la fourniture de services connexes ; De vendre des avions, pièces détachées et équipements aux compagnies aériennes russes ; Restriction aux exportations de biens et technologies à double usage, susceptibles de contribuer au renforcement technologique du secteur russe de la défense et de la sécurité <https://eur-lex.europa.eu/oj/direct-access.html>

De vendre, de fournir, de transférer ou d'exporter, directement ou indirectement, des biens et des technologies de navigation maritime (<https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/?uri=OJ:L:2022:081:TOC>); D'investir dans des projets cofinancés par le Russian Direct Investment Fund, d'y participer ou d'y contribuer d'une autre manière (<https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/?uri=OJ:L:2022:063:TOC>)

Biélorussie, il est interdit (si ceux-ci sont originaires de Biélorussie; ou ont été exportés depuis la Biélorussie) : De vendre, de fournir, de transférer ou d'exporter, directement ou indirectement, des biens et des technologies à double usage, originaires ou non de l'Union ; des biens et des technologies susceptibles de contribuer au renforcement militaire et technologique de la Biélorussie ou au développement du secteur de la défense et de la sécurité ; D'importer et de transporter dans l'Union, directement ou indirectement, les produits du bois; D'importer, de transporter ou d'acheter dans l'Union, directement ou indirectement, les produits de ciment ; les produits sidérurgiques ; les produits en caoutchouc (Pneumatiques neufs, en caoutchouc) ; les machines énumérées à l'annexe XIV, originaires ou non de l'Union à toute personne, toute entité ou tout organisme en Biélorussie ou aux fins d'une utilisation en Biélorussie <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/?uri=OJ:L:2022:067:TOC>

Complément : Mise à jour des sanctions économiques et financières concernant la situation en Ukraine [Sanctions financières | SPF Finances \(belgium.be\)](https://www.spf.fgov.be/fr/actualites/actualites-2022/sanctions-economiques-et-financieres-concernant-la-situation-en-ukraine)

Devoir de vigilance des entreprises en matière de durabilité. Cette proposition vise à favoriser un comportement durable et responsable des entreprises tout au long des chaînes de valeur mondiales. Les nouvelles règles relatives au devoir de vigilance s'appliqueront aux entreprises et secteurs suivants:

Entreprises de l'UE:

Groupe 1: toutes les sociétés à responsabilité limitée de l'UE de grande taille et ayant un pouvoir économique important (employant plus de 500 personnes et réalisant un chiffre d'affaires net supérieur à 150 millions d'euros à l'échelle mondiale).

Groupe 2: d'autres sociétés à responsabilité limitée exerçant des activités dans des secteurs à fort impact définis, qui n'atteignent pas les deux seuils du groupe 1, mais emploient plus de 250 personnes et réalisent un chiffre d'affaires net de 40 millions d'euros et plus à l'échelle mondiale. Pour ces entreprises, les règles commenceront à s'appliquer deux ans plus tard que pour le groupe 1.

Entreprises de pays tiers actives dans l'UE dont le seuil de chiffre d'affaires est aligné sur celui des groupes 1 et 2 et dont le chiffre d'affaires est réalisé dans l'UE.

Les **petites et moyennes entreprises (PME)** ne relèvent pas directement du champ d'application de cette proposition. Cette proposition s'applique aux opérations propres aux entreprises, à leurs filiales et à leurs chaînes de valeur (relations commerciales établies de manière directe et indirecte). Afin de respecter le devoir de vigilance en matière de durabilité, **les entreprises doivent:**

- intégrer le devoir de vigilance dans les politiques;
- recenser les incidences négatives réelles ou potentielles sur les droits de l'homme et l'environnement;
- prévenir ou atténuer les incidences potentielles;
- mettre un terme aux incidences réelles ou les réduire au minimum;
- établir et maintenir une procédure de réclamation;
- contrôler l'efficacité de la politique et des mesures de vigilance;
- et communiquer publiquement sur le devoir de vigilance.

Proposal for a Directive on corporate sustainability due diligence and annex | European Commission (europa.eu)

Stratégie visant à promouvoir le travail décent dans le monde. la Commission prépare un nouvel instrument législatif visant à interdire effectivement l'entrée sur le marché de l'Union de produits issus du travail forcé dans quatre domaines:

Politiques et initiatives de l'Union ayant une portée au-delà de son territoire : Les politiques de l'UE établissant des normes en matière de responsabilité et de transparence des entreprises, comme la proposition de directive sur le devoir de diligence des entreprises en matière de durabilité et la très prochaine proposition législative sur le travail forcé. Les orientations et les dispositions juridiques de l'UE en matière de marchés publics socialement durables. Les politiques sectorielles de l'UE, par exemple sur les denrées alimentaires, les minéraux et les textiles.

Relations bilatérales et régionales de l'UE : La politique commerciale de l'UE, qui promeut les normes internationales du travail. Le respect des droits des travailleurs dans les pays tiers. La politique d'élargissement et de voisinage de l'UE, qui encourage le travail décent dans les pays voisins.

L'UE dans les enceintes internationales et multilatérales : Le soutien de l'UE à la mise en œuvre des instruments des Nations unies sur le travail décent et la contribution à l'établissement de normes du travail par l'intermédiaire de l'OIT. Le soutien de l'UE à la réforme de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) afin que celle-ci intègre la dimension sociale de la mondialisation. Dans le cadre du G20 et du G7, la collaboration de l'UE avec d'autres puissances économiques mondiales pour faire progresser le travail décent.

Coopération avec les parties intéressées et engagement dans des partenariats mondiaux : Le soutien de l'UE aux partenaires sociaux. Le dialogue de l'UE avec les acteurs de la société civile. Le soutien de l'UE aux partenariats mondiaux et aux initiatives multipartites en faveur du travail décent.

Bilan approfondi des dépendances stratégiques de l'Europe. Il examine cinq domaines — les terres rares et le magnésium, les produits chimiques, les panneaux solaires, la cybersécurité et les logiciels informatiques — dans lesquels l'Europe est confrontée à des dépendances stratégiques vis-à-vis de pays tiers. L'objectif est de favoriser une meilleure compréhension des risques et des possibilités d'y faire face. Les dépendances stratégiques à l'égard des **terres rares**, du **magnésium** et des **panneaux photovoltaïques** découlent d'une forte concentration de la production mondiale en Chine et des possibilités actuellement limitées de diversification de l'approvisionnement, y compris sur le territoire de l'Union, ou de substitution. Des dépendances stratégiques sont également mises en évidence en ce qui concerne un certain nombre de **produits chimiques** d'importance critique pour une série d'écosystèmes industriels. En outre, il épingle des faiblesses par rapport aux concurrents mondiaux de l'UE quant à certaines technologies clés, telles que la **cybersécurité** et les **logiciels informatiques**. D'importants progrès ont été accomplis, notamment en ce qui concerne les réserves d'investissement, grâce aux **alliances industrielles** déjà en place pour les matières premières, les batteries et l'hydrogène et aux alliances récemment nouées dans les domaines des semi-conducteurs et des services cloud; l'adoption de **propositions réglementaires** concernant les batteries,

l'hydrogène et les semi-conducteurs; et de nouveaux **partenariats internationaux**. [DocsRoom - European Commission \(europa.eu\)](#)

Survey on certification and testing barriers in EU export markets. Before a product can enter a market of a country outside the Union, the exporting company needs to comply with the technical requirements of the destination country. The exporting company must provide a proof of compliance in the form of a certificate or a test report. Moreover, the destination country typically requires certification and testing by conformity assessment bodies (CABs) and laboratories located in its own territory. This takes additional time and increases costs for exporters. Through this survey, the European Commission would like to increase awareness among EU industry of the opportunities provided by existing mutual recognition agreements (MRAs) on conformity assessment concluded by the European Union. Through such MRAs, EU economic operators can save time and money by relying on the CABs located in the Union. The survey will be available online until 3 April 2022 and the Commission will publish a summary of the results after the analysis. [EUSurvey - Survey \(europa.eu\)](#)

Joint Statement: EU and Singapore agree to accelerate steps towards a comprehensive Digital Partnership. This is a joint declaration to expand cooperation and digital trade between the EU and Singapore. It aims to advance cooperation on the full range of digital issues, including the digital economy and digital trade, as well as the key enablers of a successful digital transformation of our societies and economies. Issues that could be addressed include secure and sustainable digital infrastructure, trusted data flows and data innovation, digital regulation, digital skills development for workers, and digital transformation of businesses, including small and medium-sized enterprises (SMEs), and public services. The partnership would broaden bilateral trade and investment relations by strengthening cooperation. https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/en/STATEMENT_22_1024

Proposition de Règlement sur les données. Le règlement maintient l'incitation des fabricants à continuer à investir dans la production de données de haute qualité, en couvrant leurs coûts liés au transfert et en excluant l'utilisation de données partagées en concurrence directe avec leur produit. Des mesures visant à **rééquilibrer le pouvoir de négociation des PME en prévenant les déséquilibres contractuels excessifs** dans les contrats de partage de données. Le règlement protégera les PME contre les clauses contractuelles abusives imposées par une partie disposant d'un pouvoir de négociation nettement supérieur. La Commission élaborera également des clauses contractuelles types afin d'aider ces entreprises à rédiger et à négocier des contrats de partage équitables des données. Des moyens conférés aux **organismes du secteur public pour accéder aux données et utiliser les données détenues** par le secteur privé qui sont nécessaires pour faire face à des circonstances exceptionnelles, en cas d'urgence publique (inondation, incendie de forêt), ou pour exécuter un mandat juridique. De nouvelles règles **permettant aux clients de changer de manière efficace de fournisseur**. [IMMC.COM%282020%2966%20final.FRA.xhtml.2 FR ACT part1 v2.docx \(europa.eu\)](#)

Le Conseil appelle à mettre davantage l'accent sur la durabilité des normes alimentaires internationales. Les ministres de l'agriculture ont demandé que les considérations de durabilité occupent une place plus importante dans la définition des normes en matière de sécurité alimentaire pour le commerce international. Le Conseil soutient l'ajout d'une dimension environnementale auprès de la Commission du Codex Alimentarius afin que les denrées alimentaires importées dans l'UE respectent les normes de sécurité les plus élevées possible en tenant compte des enjeux environnementaux. <https://www.consilium.europa.eu/fr/press/press-releases/2022/02/21/council-calls-for-greater-emphasis-on-sustainability-in-food-safety-standards/>

Opportunités

XPRESS Launches a New Matchmaking Tool for SMEs. It aimed at facilitating connections between SMEs offering RES (Renewable Energy Sources) solutions and Public Authorities willing to adopt them. Through the tool you will be able to edit your profile, choose the RES technologies you can offer and request to connect with all users. Additionally, registered public authorities will be referring their RES calls for tenders on the platform, allowing for the tool to automatically match them with SMEs. [Xpress Matchmaking \(xpress-h2020.eu\)](#)

Call for applications: Promotion in Japan of EU Food & Drinks Producers 3-day promotion alongside the International Food Ingredients & Additives Exhibition and Conference (ifia), the Japan's largest Food Ingredients & Additives event which takes place at Tokyo Big Sight, Japan in May 2022. EVENT OUTLINE: Dates: 18-20 May 2022. Application deadline: Thursday, 31 March 2022. [Programme webpage and application form](#)

Call for projects: 2022 Digital Energy Challenge in Africa. The Digital Energy Challenge is an annual call for projects under the Digital Energy Facility, an EU-funded programme implemented by Agence française de Développement (AfD) and managed by the European Commission. The initiative is aimed at start-ups and public power providers developing innovative digital solutions in Africa. With a budget of 2 million euros for award winners, candidates can apply until April 30th, 2022. The goals are to promote the integration of renewable energy sources into the grid, improve the performance of public power utilities and support universal access to energy. It is open to start-ups and public utility companies in partnership with innovative technology or service providers. [AFD Digital Energy Challenge 22 Teaser FR.pdf](#)

Afrika Knowledge Platform. Topics range from natural resources to nuclear safety and security, food value chains to satellite observations and climate services, and from sanitation to remittances. It includes interactive tools like the ecosystems explorer, the clean energy access tool, and the wildfire information system. Visitors can create their own maps, from a local scale right up to the level of the whole continent, on various themes. One major aim of the investment package is to support the creation of strategic, sustainable and secure transport corridors in Africa. By investing in the infrastructure needed to easily move from place to place, these 'strategic corridors' can support value chains, services and jobs, benefiting industries in both Africa and Europe. [Africa Platform \(europa.eu\)](#)

A lire

Perspectives mondiales pour les plastiques. Seuls 9 % des déchets sont effectivement recyclés. Les mesures prises pour réduire les rejets de plastiques dans l'environnement ne sont pas à la hauteur tandis que la croissance de la population et des revenus se traduit par une hausse ininterrompue de la quantité de matières plastiques utilisées et jetées. La pollution plastique est en majeure partie la conséquence d'une collecte et d'une élimination inadéquates des débris plastiques ou « macro plastiques ». [Global Plastics Outlook : Economic Drivers, Environmental Impacts and Policy Options | OECD iLibrary \(oecd-ilibrary.org\)](#)

Domestic and International Aspects of the EU CBAM. Two sides of the same coin. Since the European Commission issued a proposal for an EU Carbon Border Adjustment Mechanism (CBAM) in July 2021, debates in the European Parliament and the Council have been underway and are expected to be long and lively, positions having already clearly emerged. This paper analyzes current positions throughout the EU Institutions in light of the principles and key issues Europe. [9aeb0920-596c-45ca-99f9-fadfbcd2782f_20220218_GT8_EN-2.pdf \(prismic.io\)](#)

Evénements

Technologies for dual use: cybersecurity. As part of an EU project focused on export of European dual-use products and services to third markets, a series of webinars will be organised in the coming months for ambitious European small and medium sized enterprises (SMEs) to increase their knowledge about the trends and technologies and potential business opportunities within the three target markets Canada, Singapore and United Arab Emirates (UAE). The webinars are organised in order to engage SMEs to participate in business missions to the three target countries in late 2022/early 2023. In this first of four webinars, experts from Canada, Singapore and UAE will provide an overview of the latest cyber-technology trends and technologies, main features of the defense & security market related to cyber-technology in Canada, Singapore and the United Arab Emirates, and explore business opportunities with European stakeholders. <https://clustercollaboration.eu/content/technologies-dual-use-cybersecurity>

« Mes ennemis sont là, toutes voiles dehors, et moi je ne vois pas un port où je puisse abriter ma détresse ».
Euripide